**Karine Berger et Valérie Rabault, *Les Trente
Glorieuses sont devant nous***

Paris, éditions Rue Fromentin, 204 p., 20 euros

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/705>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.705

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 158-159

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Karine Berger et Valérie Rabault, *Les Trente Glorieuses sont devant nous* », *Hommes & migrations* [En ligne], 1291 | 2011, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/705> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.705>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Karine Berger et Valérie Rabault, *Les Trente Glorieuses sont devant nous*

Paris, éditions Rue Fromentin, 204 p., 20 euros

Mustapha Harzoune

RÉFÉRENCE

Karine Berger et Valérie Rabault, *Les Trente Glorieuses sont devant nous*, Paris, éditions Rue Fromentin, 204 p., 20 euros

- 1 Karine Berger est directrice de la stratégie Étude et marketing du groupe international d'assurances Euler Hermes et Valérie Rabault est spécialiste des risques de marché sur les produits dérivés chez BNP-Paribas. Dans *Les Trente Glorieuses sont devant nous*, ces deux femmes, membres du parti socialiste, tranchent avec la sinistrose ambiance et le pessimisme responsable affiché en costume-cravate. Elles montrent que ce qui a fait le succès de la France dans un passé récent, c'est un modèle particulier de développement économique. Un modèle qui combine une intervention de l'État aux efforts et à la recherche de profit des entreprises privées, la "prise de risque économique", écrivent-elles. Un modèle qui a su développer un système de protection et de solidarité sociales. Enfin, un modèle ouvert sur les autres. L'identité nationale ne se limite pas ici au seul système de protection sociale. Elles y ajoutent le rôle de l'État (colbertisme et centralisation mais aussi éducation républicaine et laïque) et l'ouverture à l'Europe, au monde et... à l'immigration.
- 2 L'immigration "est l'une des pierres angulaires du succès économique, de 1945 à 1975. Elle constitue sans conteste un élément incontournable du 'modèle français'". En trois mots, il s'agit là du triptyque républicain : "liberté, égalité et fraternité". Or, depuis une quinzaine d'années, "la France a tourné le dos à son fameux modèle. [...] Elle a tranquillement intégré l'antienne selon laquelle ses pesanteurs bureaucratiques et étatiques seraient son principal handicap [...]". "En plébiscitant la 'rupture' depuis la fin des années quatre-vingt-dix, les Français ont opté pour la dislocation de leur équilibre politique, économique et social."

- 3 C'est à ce modèle qu'il conviendrait de revenir pour s'assurer un futur fait de nouvelles Trente Glorieuses. La croissance oui mais sans forligner ! Après deux chapitres d'écofiction sur le devenir de la France en 2040 partagé entre "conte noir" et scénario de prospérité, nos auteures entrent dans le vif du sujet. Elles insistent sur l'importance des "choix de politiques économiques adoptées" et rendent à l'État et à ses grands commis leurs fonctions de décision et leur capacité à influencer sur le devenir national. En somme, des dirigeants responsables et intéressés au seul bien commun. De la crédibilité, de l'élan et de l'allant. La quadrature du cercle de l'électeur lambda.
- 4 Le projet "France européenne 2040" développe cinq objectifs (une croissance de 2 à 3 % par an, une hausse de la productivité, du mieux en matière d'emploi et de santé et le développement énergétique du pays). Les moyens, le "business plan" ou le "management" des auteures, se déclinent en trois points : une vision collective mise en musique par la puissance publique ; une meilleure répartition du gâteau de la croissance et, enfin, une ouverture à l'Europe et au monde. Il faut ici laisser de côté le chiffrage du programme et le débat sur les justifications, les finalités et les conséquences de la croissance. Le lecteur pourrait pourtant discuter le "lien étroit entre richesse économique et bonheur des sociétés", comme le choix en faveur du nucléaire.
- 5 En revanche, pour ce qui est du rôle de l'immigration, les propositions des deux économistes ne surprendront pas. Du moins pas ceux qui, familiers de la littérature économique et des ouvrages d'experts, montrent que la France – et l'Europe en général – devra recourir à l'immigration pour favoriser la croissance future du pays, résorber le déséquilibre entre actifs et inactifs et faire en sorte que le pays, sous le poids du vieillissement de sa population, ne se rabougrisse pas trop vite. Car si Sollers gratifie la France du qualificatif de "moisie", les perspectives démographiques pourraient lui adjoindre celui de "grabataire".
- 6 Le vieillissement de sa population privera la France de main-d'œuvre. *"Pour y remédier une solution sera de faire appel aux talents et à la 'niaque' de populations plus jeunes hors de France. C'est le plan 'fraternité' du modèle français. C'est bien évidemment la dimension la plus fragile, sans doute la plus contestable et de toute façon la plus aventureuse du business plan. Mais ne nous trompons pas : sans cette hypothèse, le modèle ne tourne pas, et le cercle vertueux de la prospérité ne pourra pas s'enclencher."* La phrase est étrange. Pourtant, fortes de leurs convictions et de quelques projections de l'Insee, les auteures affirment que d'ici à 2040 c'est plus de 10 millions d'immigrés, soit un solde migratoire de 300 000 par an (trois fois plus qu'aujourd'hui), qui seront nécessaires et une main-d'œuvre de tout niveau de qualification.
- 7 Ces affirmations, à l'instar des développements sur l'Europe, la mondialisation ou la question éducative, auraient mérité plus d'explications et plus de pédagogie. Tribalat par exemple a montré avec force qu'il fallait manier avec prudence la notion de "solde migratoire", lui préférant celui de "flux" des entrées d'étrangers. *Idem* en matière d'évaluation des besoins en immigrés. Sur ce plan, le démographe Hervé Le Bras avance d'autres données (136 000 nouveaux migrants d'ici à 2050 pour simplement maintenir le niveau actuel de la population active). En revanche, en ce qui concerne le maintien du rapport actifs/inactifs, il faudrait, selon lui, une immigration annuelle comprise, selon les estimations, entre 900 000 et 1,3 million de personnes d'ici à 2025. À ce niveau, il n'est pas dit que les pays du Sud puissent satisfaire à de tels besoins ou en aient seulement envie...

- 8 Tout cela pour dire que sur ce sujet il y a débat, les chiffres changent d'une prévision à l'autre, et la faisabilité de tel ou tel scénario varie en fonction de telle ou telle étude. Alors, pour convaincre une opinion publique plutôt réticente, il faudra davantage qu'une affirmation rapidement étayée et étonnamment qualifiée ici de "*contestable*", "*fragile*" et "*aventureuse*".